

## MORROW – les journées de MAI 1937

**PRESENTATION** : Felix Morrow (1906-1988), journaliste américain, était un des dirigeants du Socialist Workers Party. Il fit partie des dix-huit militants trotskystes emprisonnés aux USA à la suite de la grève de Minneapolis en 1941. Expulsé du SWP en 1946, il évolua ensuite vers la droite en quittant la politique active.

Nous reproduisons ci-dessous quelques bonnes feuilles de son ouvrage, paru très tôt (New York, 1938), qui nous intéresse à plusieurs titres. Il montre bien le déroulement des événements et l'élan de la base ouvrière. Il démontre aussi le désarroi et la trahison des dirigeants du POUM et de la CNT. Face à cette banqueroute, une opposition représentée par le groupe de Munis, les Jeunesses libertaires, Camillo Berneri, les Amis de Durruti ... essaie d'organiser la riposte contre les staliniens. Mais les militants révolutionnaires de la CNT comme les masses ne désavouèrent pas les « camarades ministres » et cédèrent aux larmoyants appels de ces derniers à quitter les barricades. Enfin, et c'est sans doute les points les plus importants, le marxiste Morrow indique aux partisans du POUM que « leur comparaison avec Pétersbourg en juillet 1917 ne tient pas. »

Malheureusement, on ne peut le suivre quand il pense que l'on pouvait « [étendre] la révolution à la France et à la Belgique, puis mener une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne et l'Italie, dans des conditions qui auraient précipité la révolution dans les pays fascistes. » Car, **mai 1937 constitue le chant du cygne de la poussée révolutionnaire en Espagne, dans un monde où la révolution mondiale a été liquidée par les bourreaux capitalistes, qu'ils soient staliniens, nazis ou sociaux-démocrates ! C'est d'ailleurs le tchékiste russe, l'aviateur allemand, le marin anglais ... qui vont finir d'étrangler ce processus. Alors qu'il y avait eu ce même processus en Russie et en Allemagne, 20 ans plus tôt !**

**EXTRAITS** - Les journées de Mai - Barricades à Barcelone :

« La Catalogne était, plus encore qu'avant la guerre civile, le centre économique principal de l'Espagne. Et cette puissance économique était maintenant entre les mains des ouvriers et des paysans (du moins le pensaient-ils). L'industrie textile espagnole dans sa totalité était concentrée. Ses ouvriers produisaient maintenant des vêtements et des couvertures pour l'armée et la population civile, et des marchandises d'une nécessité vitale pour l'exportation. Comme le fer et les aciéries de Bilbao étaient virtuellement coupés du reste de l'Espagne, les travailleurs de la métallurgie et de l'industrie chimique de Catalogne avaient créé avec la rapidité la plus héroïque une vaste industrie de guerre pour équiper les armées antifascistes. Les collectivités agricoles, qui avaient réalisé les plus grandes récoltes de toute l'histoire espagnole, nourrissaient l'armée et les villes et fournissaient des agrumes pour l'exportation. Les marins de la CNT transportaient les produits exportés qui procuraient à l'Espagne des crédits étrangers, et ramenaient de précieuses cargaisons pour la lutte contre Franco. Les masses de la CNT tenaient les fronts de l'Aragon et de Teruel ; elles avaient envoyé Durruti et leurs meilleures milices sauver Madrid juste à temps. En un mot, le

prolétariat catalan constituait la colonne vertébrale des forces antifascistes, et le savait. [...]

La crainte et la rage des masses catalanes devant les empiétements de la contre-révolution étaient par conséquent des sentiments d'hommes libérés et maîtres de leur destin en danger de redevenir esclaves. Il était hors de question de se soumettre sans combattre !

Le 17 avril - au lendemain du ralliement des ministres de la CNT à la Generalidad - un régiment de carabiniers arriva à Puigcerda et demanda aux patrouilles ouvrières de la CNT de rendre le contrôle des douanes. Tandis que les dirigeants les plus en vue de la CNT se hâtaient vers Puigcerda pour négocier une solution pacifique - c'est-à-dire pour persuader les travailleurs de céder le contrôle de la frontière - on envoyait les Gardes civiles et d'assaut à Figueras et dans d'autres villes de province pour arracher le contrôle policier aux organisations ouvrières. En même temps, à Barcelone, les gardes d'assaut procédaient au désarmement à vue des travailleurs dans les rues. Durant les dernières semaines d'avril, ils rapportèrent qu'ils en avaient désarmé trois cents de cette manière. La nuit, des heurts se produisaient entre ouvriers et Gardes. Des camions de gardes désarmaient les travailleurs isolés. Les travailleurs usaient de représailles. Ceux qui refusaient de se soumettre étaient fusillés. En retour, des gardes étaient abattus.

Le 25 avril, Roldan Cortada, dirigeant du syndicat du PSUC, fut assassiné à Molins de Llobregat. On ne sait toujours pas qui l'a tué. La CNT dénonça ce meurtre et demanda une enquête. Le POUM fit remarquer avec bon sens que Cortada avait soutenu Caballero avant la fusion et qu'il était connu pour désapprouver l'esprit de pogrom engendré par les staliniens. Mais le PSUC profita de cette occasion pour dénoncer les « agents fascistes cachés », « incontrôlables », etc. Le 27 avril, des représentants de la CNT et du POUM parurent aux funérailles de Cortada, ils y trouvèrent une manifestation des forces de la contre-révolution. Pendant trois heures et demie, « l'enterrement » - les soldats et la police du PSUC et du gouvernement, rameutés de partout et armés jusqu'aux dents - défila dans les quartiers ouvriers de Barcelone. C'était un défi, et les masses de la CNT le prirent comme tel. Le jour suivant, le gouvernement envoya une expédition punitive à Molins de Llobregat qui interpella les dirigeants anarchistes locaux et les ramena menottes aux mains à Barcelone. Cette nuit-là et les suivantes, les groupes de la CNT et des gardes d'assaut du PSUC se désarmèrent mutuellement dans les rues. Les premières barricades surgirent dans les quartiers ouvriers. Les carabiniers, renforcés et rejoints par les forces locales du PSUC, attaquèrent les patrouilles ouvrières à Puigcerda. Antonio Martin, maire et dirigeant de la CNT, populaire dans toute la Catalogne, fut tué par balles par les staliniens.

Le 1<sup>er</sup> mai, la plus ancienne et la plus chère des journées ouvrières, le gouvernement interdit tout meeting et manifestation dans toute l'Espagne. Pendant ces dernières journées d'avril, les travailleurs de Barcelone apprirent pour la première fois, dans les pages de *Solidaridad obrera*, ce qu'il était advenu de leurs camarades de Madrid et de Murcia aux mains de la GPU stalinienne.

La Telefonica, principal centre téléphonique de Barcelone qui dominait sa place publique la plus affairée, avait été occupée par les troupes fascistes le 19 juillet, les gardes d'assaut envoyés par le gouvernement la leur ayant rendue. Les travailleurs de la CNT avaient perdu beaucoup des leurs pour le reconquérir. Ils ne tenaient que plus à le conserver.

Depuis le 19 juillet, le centre téléphonique avait été dirigé par un comité UGT-CNT, avec une délégation gouvernementale installée dans l'immeuble. L'équipe de travailleurs appartenait presque intégralement à la CNT, de même que les gardes armés qui défendaient le bâtiment contre les incursions fascistes.

Le contrôle de la Telefonica était une instance concrète de double pouvoir. La CNT était en mesure d'écouter les appels gouvernementaux. Tant qu'il serait possible aux travailleurs de contrôler les contacts téléphoniques des forces gouvernementales, le bloc bourgeois-stalinien ne serait jamais maître de la Catalogne.

Le lundi 3 mai, à 3 heures de l'après-midi, trois camions de gardes d'assaut sous le commandement personnel de Salas, commissaire à l'ordre public, membre du PSUC, arrivèrent à la Telefonica. Surpris, les gardes des étages inférieurs furent désarmés. Mais une mitrailleuse empêcha les gardes d'assaut d'occuper les étages supérieurs. Salas appela des gardes en renfort. Les dirigeants anarchistes lui demandèrent de quitter l'immeuble. Il refusa. La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre aux usines et aux faubourgs ouvriers.

Deux heures après, à 17 heures, les travailleurs se précipitaient dans les centres locaux de la CNT-FAI et du POUM, s'armaient et dressaient des barricades. Depuis les cachots de la dictature de Rivera jusqu'à aujourd'hui, la CNT-FAI avait toujours organisé des comités de défense locaux, avec une tradition d'initiative locale. Ces comités de défense assurèrent la direction dans la semaine qui s'ouvrait, pour autant qu'il y en ait eu une. On ne tira presque pas la première nuit, car les travailleurs étaient incomparablement plus forts que les forces gouvernementales. Dans les faubourgs ouvriers, beaucoup de membres de la police gouvernementale, qui n'avaient pas assez d'estomac pour lutter, rendirent pacifiquement leurs armes. Lois Orr, témoin, écrivit :

*« Le matin suivant (mardi 4 mai), les travailleurs armés contrôlaient la plus grande partie de Barcelone. Les anarchistes tenaient le port tout entier, et avec lui la forteresse de Montjuich, qui domine la ville et le port de ses canons ; tous les faubourgs de la ville étaient entre leurs mains. Et les forces gouvernementales, à l'exception de quelques barricades isolées, étaient complètement débordées par le nombre et concentrées au centre de la ville, dans le quartier bourgeois, où elles pouvaient facilement être encerclées de tous côtés comme les rebelles le furent au 19 juillet 1936. »*

Les récits de la CNT, du POUM et d'autres confirment cela. A Lerida, les gardes civils rendirent leurs armes aux travailleurs la nuit du lundi, de même qu'à Hostafranchs. Les militants du POUM et de la CNT s'emparèrent des quartiers généraux du PSUC et de l'Etat Catala à Tarragone et à Gerone en tant que « mesure préventive ». Ces premiers pas manifestes n'étaient qu'un début, car les masses catalanes s'étaient rangées, à une

écrasante majorité, derrière les bannières de la CNT. La prise officielle de Barcelone, la constitution d'un gouvernement révolutionnaire auraient conduit, dans la nuit, au pouvoir ouvrier. Ni les dirigeants de la CNT ni le POUM ne contestent sérieusement que telle en aurait été l'issue. C'est pourquoi l'aile gauche de la CNT et du POUM, des sections de la Jeunesse libertaire, les Amis de Durruti et les bolcheviks-léninistes appelèrent à la prise du pouvoir par les travailleurs au travers du développement d'organes démocratiques de défense (soviets). Le 4 mai, les bolcheviks-léninistes publièrent le tract suivant, distribué sur les barricades :

**« VIVE L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE ! Aucun compromis ! Désarmement de la Garde nationale républicaine et des gardes d'assaut réactionnaires. C'est le moment décisif. Plus tard il sera trop tard. Grève générale dans toutes les usines, sauf celles qui sont liées à la poursuite de la guerre, jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir ouvrier peut assurer la victoire. Armement total de la classe ouvrière ! Vive l'unité d'action C.N.T.-F.A.I.-P.O.U.M. ! Vive le front révolutionnaire du prolétariat ! Comités de défense révolutionnaires dans les ateliers, les usines et les districts ! Section bolchevik-léniniste d'Espagne (pour la IV<sup>o</sup> Internationale). »**

Les tracts des Amis de Durruti, qui appelaient à une " Junte révolutionnaire ", au complet désarmement des gardes d'assaut et de la Garde nationale républicaine, qui saluaient le POUM pour avoir rejoint les travailleurs sur les barricades apprécièrent la situation de la même manière que les bolcheviks-léninistes. En adhérant toutefois à la discipline de leurs organisations, et sans publier de propagande autonome, la gauche du POUM et de la CNT, la Jeunesse libertaire avaient la même perspective que les bolcheviks-léninistes .

Ils avaient sans aucun doute raison. Aucun apologiste de la direction du POUM et de la CNT n'a avancé contre la prise du pouvoir un quelconque argument qui résiste à l'analyse. Aucun d'eux n'ose nier que les travailleurs auraient pu aisément prendre le pouvoir en Catalogne. Ils apportent trois arguments principaux pour défendre la capitulation : La révolution aurait été isolée, limitée à la Catalogne, et défaite de l'extérieur ; les fascistes auraient pu, dans cette conjoncture, faire irruption et vaincre ; l'Angleterre et la France auraient écrasé la révolution par une intervention directe. Examinons successivement ces trois arguments.

1) L'isolement de la révolution : la forme la plus plausible. la plus radicale donnée à cet argument, est fondée sur une analogie avec la " manifestation armée " de juillet 1917 à Pétrograd. « En juillet 1917, même les bolcheviks ne décidèrent pas de prendre le pouvoir, et se limitèrent à la défensive, dirigeant les masses hors de la ligne de feu avec le moins de victimes possible. » Curieusement, le POUM, l'ILP, les pivertistes et autres apologistes qui utilisent cet argument sont précisément ceux qui ont toujours rappelé aux « trotskystes sectaires » que « l'Espagne n'était pas la Russie », et que, par là même, la politique bolchevique n'était pas applicable. [...]

A Pétrograd, la manifestation armée éclata quatre mois seulement après la révolution de Février, trois mois après que les thèses d'Avril de Lénine, aient fixé une perspective révolutionnaire au parti bolchevique. « La masse écrasante de la population de ce pays

gigantesque commençait tout juste à émerger des illusions de Février. Il y avait au front une armée de douze millions d'hommes qui venaient à peine d'être touchés par les premières rumeurs concernant les bolcheviks. Dans ces conditions, l'insurrection isolée du prolétariat de Petrograd aurait été inévitablement écrasée. Il fallait gagner du temps. Telles furent les circonstances qui déterminèrent la tactique des bolcheviks. »

Par contre, en Espagne, mai 1937 survenait après six années de révolution pendant lesquelles les masses avaient acquis une expérience gigantesque dans tout le pays. Les illusions démocratiques de 1931 avaient été détruites. Nous pouvons citer le témoignage des dirigeants de la CNT, du POUM, de socialistes, selon lesquels les illusions démocratiques redorées du Front populaire n'eurent aucune influence sur les masses. En février 1936, elles ne votèrent pas pour le Front populaire, mais contre Gil Robles, et pour la libération des prisonniers politiques. Les masses avaient montré maintes et maintes fois qu'elles étaient prêtes à aller jusqu'au bout : les nombreuses luttes armées dirigées par les anarchistes, les prises de terres pendant six ans, la révolte d'octobre 1934, la Commune des Asturies, la prise des usines et de la terre après le 19 juillet ! L'analogie avec juillet 1917 est infantile.

En 1917, douze millions de soldats russes à peine touchés par la propagande bolchevique pouvaient être envoyés contre Pétersbourg. Mais en Espagne la CNT dirigeait plus d'un tiers des forces armées, un autre tiers ou presque était dirigé par l'UGT dont la plupart des membres étaient socialistes de gauche ou sous leur influence. Même si l'on accorde que la révolution n'aurait pas gagné immédiatement Madrid ou Valence. Cela ne revient aucunement à affirmer que le gouvernement de Valence aurait trouvé des troupes pour écraser la république ouvrière de Catalogne ! Tout de suite après les événements de mai, les masses de l'UGT firent la preuve de leur hostilité déterminée à l'égard de mesures répressives contre le prolétariat catalan. C'est une des raisons pour lesquelles Caballero dut quitter le gouvernement. Elles auraient encore moins pu être utilisées contre une république ouvrière victorieuse. Même les rangs staliniens n'auraient pas fourni une telle armée massive : c'est une chose que d'amener les travailleurs et les paysans arriérés à limiter leur lutte à un combat pour une république démocratique ; c'en est une autre entièrement différente que de les amener à écraser une république ouvrière. Toute tentative du bloc bourgeois-stalinien de rassembler des forces prolétariennes n'aurait pu que précipiter l'extension de l'Etat ouvrier à toute l'Espagne loyaliste. [...]

2) Les fascistes seraient immédiatement intervenus. La deuxième justification de l'inopportunité de la prise du pouvoir en Catalogne recoupe la première, dans la mesure où elle nie implicitement l'impact de la prise du pouvoir sur les forces franquistes. Admettant qu'une révolution prolétarienne en mai se soit étendue dans toute l'Espagne loyaliste, les dirigeants de la CNT expliquent :

*« Il est évident que, si nous l'avions voulu, le mouvement de défense se serait transformé en un mouvement purement libertaire. C'est très bien, mais... les fascistes auraient sans aucun doute profité des circonstances pour briser toutes les lignes de résistance. »* (Garcia Olivier)

Bien qu'il traite ostensiblement de la situation spécifique de la Catalogne en mai, ce raisonnement est, en fait, beaucoup plus fondamental : « C'est un argument contre la prise du pouvoir par la classe ouvrière au cours de la guerre civile. » C'était également la ligne du POUM. Son comité central soutint que, dans le cas où le gouvernement refuserait de signer son propre arrêt de mort en convoquant une assemblée constituante (congrès de délégués des soldats, des paysans et des délégués syndicaux), ce serait une erreur que de lui arracher le pouvoir par la force :

*« Il [le POUM] croyait que les ouvriers protesteraient à temps contre la contre-révolution à laquelle le gouvernement procédait, et que la revendication d'une telle assemblée constituante deviendrait si forte que le gouvernement serait obligé de se soumettre. Il soutenait qu'une insurrection serait erronée et peu opportune tant que les fascistes ne seraient pas défaits, et même sur la question de déclencher ou non l'insurrection à ce moment là, les opinions divergeaient en son sein. » [...]*

Nous avons commenté l'incapacité du Front populaire et de son Gouvernement à faire de la propagande révolutionnaire pour désintégrer les forces franquistes. Mais le gouvernement ne réussit pas plus à combattre Franco avec succès sur le plan militaire. Plus précisément, dans la guerre civile, il n'y a pas de séparation entre tâches politiques et tâches militaires. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement concentrait d'énormes forces de soldats d'élite et de police dans les villes, détournant par là même des hommes et des armes nécessaires au front. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement poursuivait une stratégie de guerre dilatoire, qui ne pouvait donner aucun résultat décisif, tant qu'il procédait à la contre-révolution. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement était en train de subordonner les travailleurs basques et asturiens au commandement de la bourgeoisie basque traître qui allait bientôt capituler sur le front Nord. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le Gouvernement était en train de saboter directement les fronts de l'Aragon et du Levant tenus par la CNT. Craignant la révolution plus qu'il ne craignait Franco, le gouvernement donnait aux agents fascistes (Asensio, Villalba, etc.) la possibilité de livrer des forteresses loyalistes à Franco (Badajoz, Irun, Malaga). La contre-révolution portait des coups terribles au moral des troupes antifascistes. « Pourquoi mourrions-nous en combattant Franco quand nos camarades sont fusillés par le gouvernement ? » Cet état d'esprit si dommageable à la lutte contre le fascisme prédominait après la journée de mai et était très difficile à combattre. [...]

3) La menace d'intervention : La CNT se réfère confusément aux navires de guerre anglais et français apparus dans le port le 3 mai, et à des plans de débarquement de troupes anglo-françaises. « Dans l'éventualité d'un triomphe du communisme libertaire, il aurait été écrasé un peu plus tard par l'intervention des puissances capitalistes et démocratiques. » (Garcia Oliver)

Les références de la CNT à des navires de guerre précis, à un complot précis, obscurcit délibérément le caractère fondamental du problème. Toute révolution sociale doit affronter le danger de l'intervention capitaliste. La révolution russe dut survivre tant à la guerre civile financée par les capitalistes qu'à l'intervention impérialiste directe. [...]

Ce sont les staliniens qui croient à la possibilité d'une coexistence pacifique des Etats capitalistes et ouvriers, pas nous. Il est certain que l'Europe capitaliste ne supporterait pas indéfiniment l'existence d'une Espagne socialiste. Mais la conjoncture spécifique de mai 1937 était assez favorable pour permettre à une Espagne ouvrière d'installer son régime intérieur et de se préparer à résister à l'impérialisme en étendant la révolution à la France et à la Belgique, puis de mener une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne et l'Italie, dans des conditions qui auraient précipité la révolution dans les pays fascistes. C'est la seule perspective révolutionnaire en Europe, dans cette période qui précède la prochaine guerre, que la révolution commence en France ou en Espagne. Qui ne l'accepte pas rejette la révolution socialiste. Les risques ? « Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire si l'on ne devait engager la lutte qu'avec « des chances infailliblement favorables » écrivait Marx pendant que la Commune vivait encore. Clairvoyant, il voyait :

*« le " hasard " malheureux et décisif (. . .) dans la présence des Prussiens en France et dans leurs positions si près de Paris. Les travailleurs parisiens devant l'alternative ou de relever le défi ou de succomber sans combat. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière serait un malheur bien plus grand que la perte d'un nombre quelconque de " chefs ". Grâce au combat livré à Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et l'Etat capitaliste est entrée dans une nouvelle phase. Quelle qu'en soit l'issue, nous avons obtenu un nouveau point de départ d'une importance historique universelle. »* (Lettre à Kugelmann, du 17 avril 1871, éd. Anthropos.)

Bernerri avait raison. Ecrasée entre les Prussiens-franquistes et Versailles-Valence, la Commune de Catalogne aurait pu faire jaillir une flamme embrasant le monde. Et dans des conditions incomparablement plus favorables que celles de la Commune !

Nous avons tenté d'analyser le plus sérieusement possible les raisons que la direction centriste a données pour ne pas engager une lutte pour le pouvoir contre la contre-révolution. Comme ils ne sont pas des réformistes invétérés, mais des centristes, ils sont tentés de justifier leur capitulation en faisant référence à la situation « spéciale », « spécifique », de l'Espagne de mai 1937, mais sans donner de détails précis. A l'examen, nous avons trouvé que, comme toujours dans le cas d'alibis de ce type, les références à la situation spécifique sont dénuées de sens et cachent un retrait fondamental par rapport à la voie révolutionnaire. Ce ne sont pas des erreurs de fait, mais des divergences de principe qui, d'un point de vue mondial et de classe, séparent les révolutionnaires tant des dirigeants réformistes que des centristes. Le mardi 4 mai au matin, les travailleurs armés des barricades qui recouvraient Barcelone se sentirent à nouveau, comme le 19 juillet, les maîtres de leur monde. Comme le 19 juillet, les éléments bourgeois et petits-bourgeois terrifiés se cachaient dans leurs maisons. Les syndicalistes dirigés par le PSUC restaient passifs. Seule, une fraction de la police, les gardes armés du PSUC et les voyous armés d'Etat Catala se tenaient sur les barricades gouvernementales qui se limitaient au centre de la ville, entourées par les travailleurs en armes. Le premier discours radiodiffusé de Companys, une déclaration selon laquelle la Generalidad n'était pas responsable de la provocation de la Telefonica, indique l'état de la situation. Chaque faubourg de la ville, sous la direction

des comités de défense locaux aidés par les groupes du POUM, de la FAI et de la Jeunesse libertaire, était fermement contrôlé par les travailleurs. Il n'y eut pour ainsi dire aucun coup de feu lundi soir tant la domination ouvrière était totale. Tout ce qui manquait aux travailleurs pour instaurer leur pouvoir, c'était la coordination et l'action commune sous la direction du centre ... Au centre, la Casa CNT, les dirigeants interdirent toute action et ordonnèrent aux travailleurs de quitter les barricades.

Les dirigeants de la CNT ne s'intéressaient pas à l'organisation des masses armées. Ils étaient occupés par une négociation interminable avec le gouvernement. C'était un jeu qui convenait parfaitement à ce dernier : retenir les masses sans direction derrière les barricades, en les berçant de l'espoir que l'on trouverait une solution décente. La réunion au palais de la Generalidad traîna jusqu'à 6 heures du matin. Ainsi, les forces gouvernementales gagnèrent assez d'espace vital pour fortifier les bâtiments gouvernementaux, et, à l'instar des fascistes en juillet, elles occupèrent les tours de la cathédrale.

Le mardi matin à 11 heures, les dirigeants se rencontrèrent, non pour organiser la défense, mais pour élire un nouveau comité pour négocier avec le gouvernement. Alors Companys trouva un nouveau truc : Bien sur, nous pouvons en arriver à un accord à l'amiable, nous sommes tous des antifascistes, etc., etc., disaient Companys et le Premier ministre Taradellas. - Mais nous ne pouvons pas engager de négociations tant que les rues ne sont pas désertées par les hommes armés. Sur quoi le comité régional de la CNT passa le mardi avec un micro, appelant les travailleurs à quitter les barricades. « Nous vous appelons à baisser vos armes. Pensez à notre grand but, commun à tous ... L'unité avant tout. Déposez vos armes. Un seul mot d'ordre : Nous devons travailler à abattre le fascisme ! » *Solidaridad obrera* eut l'audace de paraître, avec, en page 8, la relation de l'attaque du lundi contre la Telefonica, sans mentionner l'édification des barricades, ne donnant d'autres directives que " restez calmes " afin de ne pas alarmer les miliciens du front auxquels parvenaient des centaines de milliers d'exemplaires du journal. A 5 heures, des délégations du Comité national de l'UGT et de la CNT arrivèrent de Valence et publièrent en commun un appel au " peuple : " pour qu'il dépose les armes. Vasquez, secrétaire national de la CNT, se joignit à Companys dans l'appel radiodiffusé. On passa la nuit en nouvelles négociations (le Gouvernement était toujours prêt à passer un accord incluant l'abandon des barricades par les travailleurs !) dont sortit un accord pour un cabinet provisoire de quatre membres, appartenant à la CNT, au PSUC, à l'Union paysanne et à l'Esquerra. Les négociations furent ponctuées d'appels aux dirigeants de la CNT qui avaient de l'autorité, les invitant à se rendre sur les points où les travailleurs menaient l'offensive. C'est ainsi qu'à Coll Blanch, il fallait persuader ceux-ci de ne pas occuper les casernes. Tandis que d'autres appels arrivaient - des quartiers généraux des ouvriers du cuir, de l'Union médicale, du centre local de la Jeunesse libertaire, qui demandait du renfort au Comité régional, parce que la police attaquait ...

Mercredi : Ni les nombreux appels à la radio, ni l'appel commun de l'UGT-CNT, ni l'établissement d'un nouveau cabinet n'avaient arraché les travailleurs aux barricades. Sur les barricades, les travailleurs anarchistes déchiraient *Solidaridad obrera* et brandissaient les poings et les fusils vers les radios quand Montseny - rappelée de toute



urgence de Valence après l'échec de Vasquez et de Garcia Oliver - les exhortait à la dispersion. Les comités de défense locaux transmirent à la Casa CNT que les travailleurs ne se rendraient pas sans conditions. Très bien, donnons-leur des conditions. La CNT fit parvenir par radio les propositions qu'elle faisait au Gouvernement : que les hostilités cessent, que chaque parti reste sur ses positions, que la police et les civils qui combattaient aux côtés de la CNT (sans en être membres) s'en retirent complètement, que les comités responsables soient avertis dès que le pacte est rompu quelque part, que l'on ne réponde pas aux coups de feu isolés, que les défenseurs des locaux syndicaux restent passifs et attendent d'autres informations. Le gouvernement annonça bientôt son accord avec la CNT. Et comment pourrait-il en être autrement ? Le seul objectif du gouvernement était de mettre fin au combat des masses, pour mieux briser leur résistance, définitivement. De surcroît, « l'accord » n'engageait en rien le gouvernement. Le contrôle de la Telefonica, le désarmement des masses n'étaient pas mentionnés - et ce, non par hasard. L'accord fut suivi dans la nuit d'ordres de reprise du travail venant des centres locaux de la CNT et de l'UGT (cette dernière, il faut s'en souvenir, étant contrôlée par les staliniens). « Les organisations et les partis antifascistes réunis en session au palais de la Generalidad ont résolu le conflit qui a créé cette situation anormale », déclarait le manifeste commun. « Ces événements nous ont appris que nous devons désormais établir des relations de cordialité et de camaraderie, dont nous avons beaucoup regretté l'absence ces derniers jours. » Cependant, comme l'admettait Souchy, les barricades restèrent toutes en place dans la nuit de mercredi.

Mais le jeudi matin, le POUM ordonna à ses membres de quitter les barricades qui, pour la plupart, étaient encore sous le feu. Le mardi, le manifeste des Amis de Durruti, jusqu'alors assez froid avec le POUM, avait salué sa présence sur les barricades, présence qui démontrait qu'il s'agissait là d'une « force révolutionnaire », *La Batalla* du mardi était restée dans les limites de la théorie selon laquelle il ne devait pas y avoir de renversement insurrectionnel du gouvernement pendant la guerre civile, mais elle avait appelé à la défense des barricades, à la démission de Salas et Ayguadé, à l'abrogation des décrets de dissolution des patrouilles ouvrières. Si limité que fut ce programme, il contrastait tellement avec l'appel du Comité régional de la CNT à désertier les barricades que le prestige du POUM s'accrut très fort dans les masses anarchistes. Le POUM avait là une occasion sans précédent de prendre la tête du mouvement. Au lieu de cela, la direction du POUM s'en remit une fois de plus à celle de la CNT : elle ne fit pas de propositions publiques d'action commune avec la CNT, propositions qui auraient doté la rébellion embryonnaire d'un ensemble de revendications auxquelles devait accéder sa directive en toute une année, le POUM, d'une déférence servile à l'égard des dirigeants de la CNT, n'avait pas fait une seule proposition présentant un net caractère de front uni. Mais elle proposa une conférence en coulisses avec le Comité régional de la CNT. Quelles que fussent les propositions du POUM, elles étaient rejetées - Vous n'êtes pas d'accord ? alors n'en parlons plus. Et le matin suivant (5 mai) *La Batalla* n'eut pas un mot à dire sur les propositions que le POUM fit à la CNT, sur le comportement timoré des dirigeants de la CNT, de leur refus d'organiser la défense, etc ... Au lieu de cela : « le prolétariat de Barcelone a remporté une victoire partielle sur la contre-révolution ». Et 24 heures plus tard, « la provocation contre-révolutionnaire ayant été repoussée, il faut quitter la rue.

Travailleurs, retournez aux usines » (*La Batalla*, 6 mai). Les masses avaient réclamé la victoire sur la contre-révolution. Les bureaucrates de la CNT avaient refusé le combat. Les centristes du POUM avaient ainsi lancé un pont sur le gouffre qui séparait les masses des bureaucrates, en assurant celles-ci que la victoire était d'ores et déjà acquise.

Le mercredi, les Amis de Durruti avaient couru au front, appelant les travailleurs de la CNT à ne pas tenir compte des ordres de désertion de la Casa CNT et à continuer la lutte pour le pouvoir ouvrier. Ils avaient chaleureusement accueilli la collaboration du POUM. Les masses restaient sur les barricades. Le POUM, qui comptait au moins 30 000 travailleurs en Catalogne, pouvait faire pencher la balance dans n'importe quel sens. Sa direction la poussa vers la capitulation.

Coup plus terrible encore contre les travailleurs en lutte le Comité régional de la CNT dénonça à toute la presse y compris la presse stalinienne et bourgeoise – les Amis de Durruti comme des « agents provocateurs » (en français dans le texte) ; ce qui, naturellement, fut publié partout en première page le jeudi matin. La presse du POUM ne défendit pas les anarchistes de l'aile gauche contre cette calomnie répugnante.

Le jeudi fut rempli d'exemples de « victoires » au nom desquelles le POUM appela les travailleurs à quitter les barricades.

Au matin, on trouva le corps brisé de Camillo Berneri là où les gardes du PSUC, qui avaient enlevé cet homme fragile chez lui, la nuit précédente, l'avaient abandonné. Berneri, chef spirituel de l'anarchisme italien depuis la mort de Malatesta, chef de la révolte d'Ancône en 1914, échappé des griffes de Mussolini, avait combattu les réformistes (les dirigeants de la CNT compris) dans *Guerra di Classe*, son journal très influent. Il avait caractérisé la politique stalinienne en trois mots « cela pue Noske ». Il avait défié Moscou par des mots retentissants : « Ecrasée entre les Prussiens et Versailles, la Commune de Paris avait allumé un incendie qui enflamma le monde. Que le général Godev de Moscou s'en souviennent. » Il avait déclaré aux masses de la CNT : « Le dilemme : guerre ou révolution n'a plus aucune signification. Le seul dilemme, c'est : la victoire sur Franco, grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite. » Son identification des staliniens à Noske était terriblement juste. Les staliniens-démocrates ont assassiné Camillo Berneri comme Noske, le social-démocrate, avait enlevé et assassiné Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Honneur à notre camarade Camillo Berneri. Souvenons-nous de lui avec l'amour que nous portons à Karl et à Rosa. En écrivant, camarades, je ne peux m'empêcher de pleurer, de pleurer Camillo Berneri. La liste de nos martyrs est aussi longue que la vie de la classe ouvrière. Heureux ceux qui tombent en combattant l'ennemi de classe, qui tombent en pleine lutte au milieu de leurs camarades. Il est bien plus terrible de mourir seul du poignard de ceux qui se disent socialistes ou communistes, comme Karl et Rosa, comme nos camarades qui meurent dans les chambres d'exécution de l'exil sibérien. Le supplice de Camillo Berneri fut spécial. Il mourut entre les mains de « marxistes-léninistes staliniens », tandis que ses amis les plus proches, Montseny, Garcia Oliver, Peiro, Vasquez, abandonnaient le prolétariat de Barcelone à ses bourreaux. Le jeudi 6 mai 1937. Gardons ce jour en mémoire.

Les dirigeants anarchistes et gouvernementaux étaient allés à Lerida le mercredi pour arrêter une force spéciale de 500 membres du POUM et de la CNT qui se hâtaient depuis Huesca, pourvus d'artillerie légère. Les représentants de Valence et de la Generalidad avaient promis que si les troupes ouvrières n'avançaient pas, le gouvernement ne tenterait pas d'envoyer des troupes supplémentaires à Barcelone. Les troupes ouvrières s'étaient arrêtées, grâce à cette promesse et aux exhortations des dirigeants anarchistes. Cependant, le jeudi, on reçut des appels téléphoniques de militants de la CNT des villes qui sont sur la route de Valence à Barcelone : « 5 000 gardes d'assaut sont en route. Devons-nous les arrêter ? » demandèrent les travailleurs de la CNT. Leurs Dirigeants leur ordonnèrent de laisser passer les gardes, ne dirent rien aux troupes ouvrières qui attendaient à Lerida, et turent la nouvelle de la venue des gardes.

Le jeudi à 3 heures, la Casa CNT ordonna à ses gardes d'évacuer la Telefonica. Le gouvernement et la CNT avaient passé un accord : chaque partie devait retirer ses forces armées. Dès que les gardes de la CNT furent partis, la police occupa le bâtiment tout entier, et fit entrer des partisans du gouvernement pour accomplir le travail technique exécuté auparavant par des travailleurs de la CNT. La CNT s'en plaignit au gouvernement qui n'avait pas tenu sa promesse. La Generalidad répondit : *On ne peut pas revenir sur le « fait accompli »* (en français dans le texte). Souchy, le porte-parole de la CNT, admit que « si les travailleurs des districts extérieurs avaient été immédiatement informés du cours des événements, ils auraient certainement insisté pour que des mesures plus fermes soient prises, et seraient retournés à l'attaque ». Ainsi, les dirigeants anarchistes ultra-démocratiques avaient tout simplement censuré les nouvelles ! Sous les ordres de la Casa CNT, les employés du téléphone avaient transmis tous les appels pendant les combats révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Alors que, dès que le gouvernement eut pris la place, les locaux de la CNT et de la FAI furent coupés du centre.

Dans les rues que les travailleurs devaient emprunter pour retourner au travail, la police et les gardes du PSUC fouillaient les passants, déchiraient les cartes de la CNT et arrêtaient ses militants.

A 4 heures, la gare principale de Barcelone, qui était aux mains de la CNT depuis le 19 juillet, fut attaquée par le PSUC et les gardes d'assaut, avec des mitrailleuses et des grenades. Les faibles forces de la CNT qui la gardaient tentèrent de téléphoner pour obtenir du renfort ... A 4 heures, le général Pozas se présenta lui-même au ministère de la Défense de la Catalogne (dont le ministre appartenait à la CNT) et informa poliment les camarades ministres que le poste du ministère catalan de la Défense n'existait plus, et que les armées catalanes constituaient désormais la IV<sup>o</sup> brigade de l'armée espagnole dont Pozas était le chef. Le cabinet de Valence avait pris cette décision sous l'autorité de décrets militaires demandant un commandement unifié, signés par les ministres de la CNT. Bien entendu, la CNT remit le contrôle à Pozas.

Des nouvelles terribles arrivaient de Tarragone. Une imposante force de police était arrivée le mercredi matin et avait occupé le central téléphonique. Ce sur quoi, la CNT avait appelé à l'inévitable conférence. Tandis que les négociations se déroulaient, les républicains et les staliniens s'armaient. Le jour suivant, ils prirent d'assaut le quartier

général de la Jeunesse libertaire. Là-dessus, la CNT demanda une nouvelle conférence, où on l'informa que la Generalidad avait envoyé des instructions explicites pour détruire les organisations anarchistes si elles refusaient de rendre les armes (Il faut se rappeler que ces instructions provenaient d'un gouvernement qui comptait des ministres anarchistes). Les représentants de la CNT consentirent à rendre leurs armes, si le gouvernement libérait tous ceux qui avaient été arrêtés, remplaçait la police et les gardes du PSUC par l'armée régulière, et garantissait l'immunité pour les membres et les locaux de la CNT.

Bien entendu, le capitaine Barbeta, délégué du gouvernement, accepta. La CNT déposa les armes et, pendant la nuit, les gardes d'assaut occupèrent ses locaux et tuèrent nombre d'anarchistes, dont Pedro Rua, l'écrivain uruguayen, venu combattre le fascisme, et qui était devenu commandant des milices. La Casa CNT remarqua que c'était « renier la parole d'honneur donnée la soirée précédente par les autorités ». Pas un mot de tout cela ne fut rapporté aux masses de Barcelone, bien que la Casa CNT-FAI ait été très tôt au courant des événements.

Jeudi, à 18 heures, la nouvelle parvint à la Casa CNT : les premiers détachements de Valence, 1 500 gardes d'assaut, étaient arrivés à Tortosa, en route pour Barcelone. La Casa CNT avait dit de ne pas s'y opposer, tout était arrangé, etc. Les gardes d'assaut occupèrent tous les locaux de la CNT-FAI et de la Jeunesse libertaire de Tortosa, arrêtèrent tous ceux qu'ils trouvèrent, et en conduisirent certains, menottes aux mains, vers les prisons de Barcelone.

Les masses ne savaient rien des événements de Tarragone, de, Tortosa, de la Telefonica, de Pozas, de l'arrivée des gardes de Valence. Mais les attaques de travailleurs dans les rues, à la gare, le renouveau des combats sur les barricades, y rappelèrent beaucoup de ceux qui les avaient quittées.

Pour répondre aux événements catastrophiques du jeudi, la Casa CNT envoya une nouvelle délégation au gouvernement pour savoir ce que celui-ci avait l'intention de faire (Souchy), mais sans attendre de le savoir, elle publia un nouveau manifeste d'apaisement : tandis que les barricades retentissaient toujours, la Casa CNT déclara :

*« Maintenant que nous sommes revenus à la normale, que les responsables de la révolte ont été démis de leurs responsabilités publiques, que tous les ouvriers ont repris le travail, et que Barcelone est à nouveau calme [...] la CNT et la FAI continuent à collaborer loyalement comme par le passé avec toutes les organisations politiques et syndicales du front antifasciste. La meilleure preuve en est que la CNT continue à participer au gouvernement central, au gouvernement de la Generalidad et à toutes les municipalités. La presse de la CNT a appelé au calme et a appelé la population à retourner au travail. Les nouvelles transmises par radio aux syndicats et aux comités de défense n'étaient que des appels au calme. Une preuve supplémentaire que la CNT ne voulait pas briser et n'a pas brisé le front antifasciste, c'est que lorsque le nouveau gouvernement de la Generalidad a été formé, le 5 mai, les représentants de la CNT de Catalogne ont tout fait pour que sa tâche lui soit facilitée, et que le secrétaire de la CNT en fasse partie. »*

Les membres de la CNT qui contrôlaient le conseil de Défense (ministère) de la Generalidad ordonnèrent à toutes leurs forces de n'intervenir dans le conflit ni d'un côté ni de l'autre. Et ils veillèrent à ce que leurs ordres soient exécutés.

Le comité de Défense de la CNT ordonna également à chaque district de Barcelone de ne pas venir au centre répondre aux provocations. Ces ordres aussi furent suivis, puisque, effectivement, personne n'y vint.

« Jusqu'à la fin, nombreux furent ces pièges tendus à la CNT, mais elle resta fermement sur ses positions et ne répondit pas à la provocation. Jeudi soir : les gardes d'assaut et du PSUC continuent leurs raids, leurs arrestations, leurs fusillades. Et [...] la Casa CNT-FAI envoie une nouvelle délégation au gouvernement avec de nouvelles propositions pour cesser les hostilités : tous les groupes doivent se contraindre à retirer leurs gardes armés et leurs patrouilles des barricades ; relâcher tous les prisonniers ; éviter les représailles. »

Des nouvelles arrivèrent de Tarragone et Reus, « où les membres du PSUC et d'Estat Catala, profitant (!) de la présence de quelques gardes d'assaut qui passaient en allant vers Barcelone, utilisèrent leur avantage passager fourni par cette occasion pour désarmer et tuer les ouvriers » (Souchy).

« La C.N.T. tenta d'obtenir du gouvernement de Barcelone et de Valence la promesse que les gardes d'assaut n'entrent pas immédiatement (!) dans la ville, mais restent hors de ses limites jusqu'à ce que la situation se soit éclaircie ... Il y eut quelques sceptiques quant à l'assurance que les troupes qui arrivaient seraient loyales envers les travailleurs. » Mais ce scepticisme (quand surgit-il ?) n'avait pas été partagé par les ministres de la CNT des cabinets de Catalogne et de Valence qui avaient voté pour que le gouvernement central reprenne le contrôle de l'ordre public en Catalogne. Le ministère de l'Ordre public de Catalogne avait cessé d'exister depuis le 5 mai.

Dans la nuit du 6 au 7 mai : « Les anarchistes ont proposé maintes et maintes fois de négocier, impatients de terminer le conflit. » Naturellement, le gouvernement était toujours prêt à négocier, pendant que ses forces brisaient les reins de la classe ouvrière sous le couvert de la Casa CNT. Les travailleurs proches des anarchistes s'étaient rassemblés pour défendre Tortosa et Tarragone. A 4 heures, le Comité provincial - la direction de la CNT catalane hors de Barcelone - informa la Casa CNT-FAI qu'il était prêt à retenir les gardes de Valence. Non, il ne faut pas, répondit la Casa CNT. A 5 h 15, le gouvernement et la Casa CNT passèrent un autre accord : armistice, évacuation des barricades, libération des prisonniers de part et d'autre, reprise de leurs fonctions par les patrouilles ouvrières. Le comité régional transmet à nouveau par radio aux travailleurs : « *Comme nous sommes parvenus à un accord [...] nous voulons vous informer [...] du rétablissement complet de la paix et du calme. Gardez ce calme et votre présence d'esprit.* »

Vendredi : Selon les ordres de la Casa CNT-FAI, quelques travailleurs commencèrent à démolir les barricades. Mais celles des gardes d'assaut, de l'Estat Catala et du PSUC restaient intactes. Les gardes d'assaut désarmèrent systématiquement les travailleurs. Voyant que les forces gouvernementales continuaient l'offensive, les travailleurs

retournèrent sur les barricades, contre la volonté de la CNT comme du POUM. Mais la désillusion et le découragement gagnaient : beaucoup de travailleurs anarchistes avaient fait confiance jusqu'au bout à la CNT-FAI, d'autres l'ayant perdue, s'étaient retournés vers la direction des travailleurs du POUM jusqu'à ce qu'on leur ordonne de quitter les barricades. Les Amis de Durruti et les bolcheviks-léninistes furent capables de ramener les travailleurs sur les barricades les nuits de jeudi et de vendredi, mais ils n'étaient pas assez forts, pas assez implantés dans les masses pour les organiser pour une lutte de longue haleine.

Dans la nuit du vendredi, les gardes de Valence arrivèrent. Ils s'emparèrent immédiatement de la presse et de la direction des Amis de Durruti. Des groupes de gardes patrouillaient dans les rues pour intimider les travailleurs. « Le gouvernement de la Generalidad a réprimé l'insurrection avec ses propres forces », déclara Companys. Voyons, s'écrièrent les dirigeants de la CNT, vous savez que ça n'était pas une insurrection, vous l'avez dit. « Nous devons déraciner les incontrôlables », répondit Companys.

La promesse de libérer les prisonniers ne fut pas tenue. Au contraire, les arrestations de masse commencèrent. On avait également promis qu'il n'y aurait pas de représailles ; mais les semaines suivantes, il y en eut de brutales contre les villes et les quartiers qui avaient osé résister. Le gouvernement, naturellement, garda le contrôle de la Telefonica - ce pour quoi il s'était lancé dans la lutte. Valence détenait maintenant le contrôle de la police, qui allait vite revenir aux staliniens. Valence s'était approprié le ministère de la Défense et l'armée de Catalogne, qui allaient rapidement tomber sous le contrôle de Prieto. Les patrouilles ouvrières seraient dissoutes sans retard, avec l'application du décret de Ayguade sur l'ordre public. L'autonomie catalane avait cessé d'exister avec l'arrivée des forces armées de Valence. Ayguade, « démissionné » d'après la CNT, allait dans une semaine siéger à Valence en tant que représentant de la Generalidad au gouvernement central ... auquel la CNT participait toujours.

Après l'entrée des gardes d'assaut à Barcelone, *La Batalla* se plaignit : « C'est une provocation. Ils tentent de changer notre victoire en défaite par une démonstration de force. » Et de pleurnicher : « C'est le POUM qui a conseillé d'arrêter la lutte, d'abandonner les rues, de retourner au travail. Nul ne peut douter qu'il fut de ceux qui contribuèrent le plus au retour à la normale. » La pusillanimité de l'agneau poumiste ne l'avait donc pas sauvé de la gueule du loup. Pauvres politiciens en vérité, qui ne savent pas distinguer la victoire de la défaite ! Le mardi, un membre de l'exécutif central du POUM avait dit à Charles Orr « nous ne nous sentons pas assez forts spirituellement ou physiquement pour prendre la tête de l'organisation des masses pour la résistance ». Ainsi ... ils avaient théorisé leur impuissance en " victoire ", pour justifier l'arrêt de la lutte.

Supposons que le POUM se soit mis en avant et, en dépit de la CNT, ait essayé de diriger les travailleurs au moins vers un réel armistice, c'est-à-dire, ait maintenu les travailleurs en armes et les entreprises prêtes à résister à une offensive ultérieure. Supposons même que cela ait échoué, et que le POUM et les travailleurs aient été battus par la pure force des armes. « Dans le pire des cas, fit remarquer l'opposition au sein du POUM, on aurait pu organiser un comité central de défense, fondé sur la

représentation des barricades. Pour cela, il aurait suffi de tenir d'abord un meeting des délégués de chacune des barricades du POUM et de quelques barricades de la CNT, et de nommer un comité central provisoire. C'est ce à quoi travaillait le comité local du POUM, le mardi après-midi. Mais il ne rencontra aucune volonté d'exécution de la part de la direction centrale. » A tout le moins, un tel organe central directement enraciné dans les masses aurait pu organiser la résistance aux raids, aux arrestations, à l'interdiction de la presse, à la mise hors la loi des Amis de Durruti et du POUM qui suivirent.

Il est certain que l'organisation de la résistance n'aurait pas fait plus de victimes que la capitulation : 500 morts et 1 500 blessés, surtout le mardi après-midi, lorsque la CNT commença à se retirer ; des centaines d'autres morts ou blessés dans les " rafles " des semaines suivantes ; " l'épuration " des troupes du POUM ou anarchistes envoyées les semaines suivantes sur la ligne de feu sans protection de l'aviation ou de l'artillerie ; l'assassinat de Nin et Mena, et d'autres dirigeants du POUM, des milliers et des dizaines de milliers de prisonniers dans la période qui suivit. La capitulation fit au moins autant de victimes que n'en auraient fait la lutte et la défaite. L'opposition du POUM - et elle n'était pas trotskyste n'avait que trop raison lorsqu'elle déclarait dans son bulletin du 29 mai :

*« Cette retraite, ordonnée sans conditions, sans avoir obtenu le contrôle de l'ordre public, sans la garantie des patrouilles ouvrières, sans organes concrets du front uni des travailleurs, sans explications satisfaisantes à la classe ouvrière, mettant tous les éléments en lutte (révolutionnaires ou contre-révolutionnaires) dans le même sac, constitue l'une des plus grandes capitulation et trahison du mouvement ouvrier. »*

La logique de fer de la politique est inexorable. Un cours erroné entraîne ses partisans dans des gouffres insoupçonnables. La direction anarchiste, déterminée à poursuivre sa politique de collaboration avec l'Etat bourgeois - il semble pourtant que ces hommes défiaient hier encore la monarchie au risque de leur vie - sacrifiait la vie et l'avenir de ses partisans de la manière la plus lâche. S'agrippant aux basques de la CNT, les dirigeants du POUM chassaient les travailleurs des barricades en plein combat. Moins que tout autre, ils se seraient cru capables de tomber aussi bas une année auparavant. Des dirigeants qui ont trahi les travailleurs de telle façon sont irrévocablement perdus pour le mouvement révolutionnaire. Ils ne peuvent pas revenir en arrière, admettre leur terrible complicité. Ils sont également pitoyables, car, au lendemain de leur trahison, la bourgeoisie renforcée se dispensera de leurs services.

Rappelons aux partisans du POUM un autre point sur lequel leur comparaison avec Pétersbourg en juillet 1917 ne tient pas. L'échec de la « manifestation armée » fut suivi d'une chasse sauvage aux bolcheviks. Trotsky fut emprisonné, Lénine et Zinoviev durent se cacher, les journaux bolcheviques furent interdits. On cria " les bolcheviks sont des agents de l'Allemagne ". Toutefois, en quatre mois, les bolcheviks en arrivèrent à la révolution d'Octobre. J'écris six mois après les journées de mai, et le POUM est toujours écrasé, mort. L'analogie ne tient pas sur ce point parce que telle est la différence : les bolcheviks s'étaient mis courageusement à la tête du mouvement de Juillet, et ils étaient devenus de ce fait la chair et le sang des masses, tandis que le POUM leur tourna le dos, et, en retour, elles ne virent pas l'urgence de le sauver ... »

**Source :**

— MORROW Felix, *Révolution et contre-révolution en Espagne* (1936-1938), Éditions La Brèche 1978 ; Les bons caractères 2015 ;

**et sur la toile :**

— L'intégrale de l'ouvrage se trouve sur le site « marxists.org » ...